EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

May 2024 | FR

«The Grassroots View» — saison 4, épisode 7: Trop jeune, trop âgé(e), empêché(e) de voter — s'exprimer aux élections européennes

Bienvenue à «The Grassroots View», le podcast du Comité économique et social européen (CESE). À l'approche des élections européennes de 2024, nous nous penchons sur les espoirs et les préoccupations de trois groupes dont la voix est souvent négligée par les décideurs politiques: les personnes handicapées, les personnes âgées et les jeunes.

Nous avons invité: **Milan Šveřepa**, président d'Inclusion Europe, qui nous parle de l'accessibilité des élections européennes de 2024; **Nina Skočak**, jeune militante et influenceuse, qui nous expose les enjeux pour les jeunes; et **Heidrun Mollenkopf**, présidente d'AGE, une plateforme de défense des personnes âgées, qui nous explique si ces dernières se sentent associées aux débats électoraux ou, au contraire, rejetées et ignorées par les responsables politiques. **Laurențiu Plosceanu**, vice-président du CESE chargé de la communication, évoque les efforts déployés par le Comité pour faire porter la voix de la société civile toujours plus loin, en veillant à ce que les personnes les plus vulnérables ne soient pas marginalisées ou laissées pour compte.

Écoutez notre podcast, faites usage de votre vote et exprimez-vous librement. Façonnez l'Europe que vous voulez!

This page is also available in:

- ES
- BG
- CS
- DA

Available Languages:

ES BG CS DA EN DE ET FR EL GA HR IT LV LT HU MT
NL PL PT FI RO SK SL SV

ÉDITORIAL



Éditorial

L’élargissement est un pas en avant logique pour l’Europe

Ce mois-ci, nous célébrons le 20e anniversaire du grand élargissement de l’Union européenne. C’est en effet en mai 2004 que les citoyens de Chypre, d’Estonie, de Hongrie, de Lettonie, de Lituanie, de Malte, de Pologne, de Slovaquie, de Slovénie et de Tchéquie sont devenus citoyens de l’Union. Cela n’a pas été un processus facile: le cheminement vers l’adhésion à l’Union est connu pour être long et semé d’embuches. Toutefois, vingt ans plus tard, nous pouvons dire que cet élargissement de 2004 a été une réussite.

Outre le fait que l’Union est devenue l’un des plus grands marchés intérieurs du monde, l’élargissement a permis la création de 26 millions d’emplois. Toutefois, la réussite ne saurait être

mesurée que sur le seul terrain des gains économiques. L'élargissement a en définitive conduit à l'ouverture des frontières, en donnant à des millions de personnes la liberté de voyager, de travailler et de vivre partout dans l'Union. Ce qui était auparavant le privilège de quelques-uns est devenu le droit de chacun. À ce jour, plus de 2,7 millions d'étudiants des dix nouveaux États membres ont participé à un programme d'échange Erasmus+. L'Union élargie a offert à chacun des chances égales de s'épanouir.

Toutefois, la réussite du grand élargissement ne signifie pas qu'il n'y ait pas de leçons à tirer. Il s'agissait du premier élargissement d'une telle nature et ampleur, et il y a certainement de nombreux domaines dans lesquels l'Union pourrait et devrait mieux faire. Premièrement, l'Union doit commencer à intégrer les pays candidats dans ses travaux le plus tôt possible. L'intégration progressive ne vient pas remplacer l'adhésion effective. Il s'agit d'un moyen pour les deux parties de construire une base solide par un apprentissage réciproque, en échangeant des expériences et en partageant leurs points de vue. Cela permet d'établir des liens humains et de nourrir un véritable esprit européen.

Deuxièmement, les principes fondamentaux de l'Union que sont la démocratie, l'état de droit et les libertés et droits fondamentaux ne sont pas négociables et ne sauraient être négligés. Si le manuel d'adhésion à l'UE comporte des critères clairs en ce qui concerne les «fondamentaux», certains aspects vont au-delà de tout manuel. En tant que maison de la société civile, le CESE estime qu'une société civile dynamique et un dialogue social fort sont des éléments essentiels pour le bon fonctionnement des démocraties. L'intégration progressive dans l'Union de la société civile des pays candidats leur permettra de devenir aussi forts que nécessaire au moment de l'adhésion. C'est la raison pour laquelle le CESE a lancé son initiative visant à intégrer les pays candidats à l'adhésion à l'Union. Les «membres de pays candidats à l'adhésion» travaillent désormais avec nos membres du CESE et élaborent des avis sur des sujets particulièrement pertinents pour les futurs cycles d'élargissement.

C'est également la raison pour laquelle les membres du CESE débattront du 20^{e} anniversaire de l'élargissement de l'Union lors de sa session plénière de mai, pour dresser le bilan du passé tout en se réjouissant à la perspective d'un avenir commun fondé sur une Union européenne plus résiliente, plus démocratique et plus unie.

Oliver RÖPKE

Président du CESE

À VOS AGENDAS

6 juin 2024

Déséquilibres en matière de protection sociale en général, et en particulier pour ce qui est des nouvelles formes de travail et des travailleurs atypiques

19 juin 2024

Réunion annuelle 2024 des présidents et secrétaires généraux

26 juin 2024

Conférence sur le thème «Une énergie abordable — Donner corps aux idées de la société civile»

10 et 11 juillet 2024

Session plénière du CESE



UNE QUESTION À…

Nous nous sommes entretenus avec **Cillian Lohan**, rapporteur de l'avis du CESE sur «L'engagement des jeunes de l'Union européenne et du Royaume-Uni», pour lui demander quels seraient les avantages d'un programme de mobilité des jeunes, proposé par la Commission européenne et soutenu par le CESE. Ce programme offrirait aux jeunes citoyens britanniques et de l'Union européenne plus de facilités pour vivre, étudier et travailler respectivement dans un État membre ou au Royaume-Uni. Le Royaume-Uni ayant rejeté l'accord proposé à l'échelle de l'UE sur la libre circulation des jeunes, quelles sont désormais les autres approches possibles pour rétablir les liens rompus par le Brexit?



LA VRAIE VALEUR DE LA MOBILITÉ RÉSIDE DANS LE PARTAGE D'EXPÉRIENCES — NOUS CONTINUERONS À AGIR EN CE SENS

Par Cillian Lohan

La libre circulation des personnes dans l'ensemble de l'Union européenne apporte de nombreux avantages à toutes les personnes concernées. Celle des jeunes est particulièrement importante, car elle leur permet de toucher à différentes cultures en Europe et d'expérimenter le mode de vie d'autres pays européens. Elle leur permet également de comprendre que nous avons beaucoup en commun. Se rendre dans un autre pays pour y travailler ou étudier nous aide tous à comprendre notre humanité commune. Indépendamment de notre langue, de notre régime alimentaire ou de notre climat, nous partageons tant de choses: les relations avec la famille et les amis, les espoirs et les combats, les défis et les opportunités.

Ce sont ces échanges entre pays qui créent une société où les adultes font preuve de compassion et de compréhension à l'égard d'autrui. Nous ne considérons plus nos voisins européens comme des étrangers, mais comme des amis.

Nous ne devons pas sous-estimer à quel point ce phénomène contribue au maintien de la paix et de la stabilité sur notre continent. La circulation des jeunes est la pierre angulaire d'une coopération et d'une collaboration permanentes.

C'est dans ce contexte que j'ai proposé un avis d'initiative sur la mobilité des jeunes et les relations entre les jeunes dans l'Union européenne après le Brexit. J'ai travaillé avec mes collègues, personnel et membres du Comité, pour réaliser une large consultation des groupes concernés. Nous avons ainsi tenu des réunions en ligne ou en présentiel, diffusé des enquêtes et échangé des courriels, avec des représentants aussi bien de l'UE que du Royaume-Uni. Notre travail a reçu un franc soutien lors de la session plénière du CESE, où il a recueilli un vote massif en sa faveur.

Les institutions européennes ont réagi en proposant une large offre de programmes de mobilité améliorés pour les jeunes au Royaume-Uni. Le Royaume-Uni a rejeté dans un premier temps ces propositions, mais nous continuerons à œuvrer pour montrer les avantages qu'elles présentent pour toutes les parties.

Nous précisons que les étudiants universitaires ou les étudiants à temps plein ne sont pas les seuls à bénéficier de programmes tels qu'Erasmus+ ou le fonds «Creative Europe». Ce type d'initiatives de l'UE permet aux jeunes de tous horizons d'accéder à des programmes d'échange et à des expériences qui, à défaut, seraient difficilement à leur portée.

Il est possible de calculer le coût et le rendement financier de ces programmes dans une logique purement comptable, mais il ne s'agit là que d'un aspect de leur valeur. La vraie valeur de la mobilité et des échanges réside dans le partage d'expériences et la compréhension mutuelle. Un continent dynamique et multiculturel nécessite des interactions et la circulation des personnes. Au CESE, nous continuerons à plaider en ce sens. Pour mettre en pratique ce que nous préconisons, et pour montrer l'exemple, nous continuons à travailler avec la société civile britannique.

Nous avons conclu des protocoles d'accord avec l'Alliance de la société civile britannique et avec le Forum consultatif écossais sur l'Europe (SAFE) (en collaboration avec Irene Oldfather, une ancienne membre du CESE). Nous poursuivrons ces travaux et les consoliderons. Le secteur de la jeunesse a montré qu'il pouvait jouer un rôle moteur en temps de crise, notamment dans le domaine de l'action pour le climat. Œuvrons ensemble au niveau institutionnel afin de lui fournir tous les outils nécessaires pour développer son travail et pour exploiter le pouvoir des jeunes au service d'un avenir meilleur pour tous.

TO THE POINT

DROIT AU BUT

L'Europe a beau se situer au premier rang mondial en matière d'approvisionnement en radio-isotopes à usage médical, elle n'en dépend pas moins largement de pays tiers pour ce qui est des matériaux de base essentiels et d'opérations de traitement spécifiques. Cette situation risque de perturber les chaînes

d’approvisionnement et de mettre en péril l’accès de nombreux Européens à un diagnostic et un traitement d’ordre vital. Pour inverser cette tendance et répondre à la demande croissante de la part des patients, il nous faut des investissements publics et privés dans la recherche et le développement et dans de nouvelles infrastructures de production, ainsi qu’une réglementation rigoureuse et des décisions politiques audacieuses, comme le fait valoir Alena Mastantuono, rapporteure de l’avis du CESE sur l’approvisionnement en radio-isotopes à usage médical.



S’AFFRANCHIR DES DÉPENDANCES STRATÉGIQUES DE L’UE POUR VAINCRE LE CANCER

Par Alena Mastantuono

Chaque année, plus de 10 millions de patients en Europe bénéficient de la médecine nucléaire sous la forme de diagnostic et de traitement de maladies comme le cancer, mais aussi de pathologies cardiovasculaires et neurovasculaires.

Les technologies radiologiques et nucléaires qui utilisent des radio-isotopes sont essentielles dans la lutte contre le cancer à toutes les étapes de soins, dans le dépistage précoce, le diagnostic, le traitement et les soins palliatifs.

Le nombre de patients qui tirent avantage de la médecine nucléaire est en augmentation, principalement en raison des avancées scientifiques. Les entreprises et les chercheurs européens ont mis au point certaines des dernières thérapies innovantes par radioligand contre le cancer, tels que les produits pharmaceutiques ciblant les tumeurs cancéreuses du système endocrinien et de la prostate, ainsi que les métastases disséminées. Par exemple, le Lutetium-177 est un radio-isotope très prometteur pour soigner le cancer de la prostate, qui est responsable de 90 000 décès chaque année en Europe. Par rapport aux thérapies traditionnelles, les traitements modernes par radionucléides permettent de cibler efficacement les cellules cancéreuses et s’avèrent souvent moins nocifs pour le corps. Des dizaines de milliers de patients atteints d’un cancer ont besoin d’une thérapie par radionucléides ciblée, laquelle constitue souvent la seule option disponible.

Toutefois, avant de parvenir au patient, la chaîne d’approvisionnement des traitements en médecine nucléaire est très complexe. Elle englobe l’approvisionnement en matières premières et leur stockage, leur irradiation, leur transformation, leur logistique et leur application. Une fois les radio-isotopes produits, ils doivent être transformés, expédiés et utilisés dans un délai relativement court, certains le jour même, d’autres en l’espace de quelques jours, en fonction de leur demi-vie, ce qui les rend extrêmement et rapidement périssables.

Aussi curieux que cela puisse paraître, ces caractéristiques ne se reflètent pas dans les régimes douaniers et les transports transfrontières, ces derniers se heurtant par exemple à plusieurs obstacles menant à des situations où des crevettes peuvent être prioritaires par rapport à des radio-isotopes dont le but est de sauver la vie d'un patient.

C'est pourquoi, dans son avis sur l'approvisionnement en radio-isotopes à usage médical, le CESE plaide en faveur d'une meilleure coopération entre les États membres en vue d'éliminer les barrières réglementaires. L'avis examine chaque étape de la chaîne d'approvisionnement de ces produits en Europe et recense les entraves aux livraisons transfrontières ainsi que les dépendances à l'égard des pays tiers. Il propose également des solutions au manque d'infrastructures en Europe et souligne la nécessité d'activités coordonnées de recherche et développement.

Dans les recommandations qui y sont formulées, le CESE s'aligne sur les conclusions du sommet des chefs d'État de l'UE d'avril dernier, selon lesquelles il est impératif de réduire les dépendances stratégiques de l'Europe dans les secteurs sensibles tels que la santé et les technologies critiques. En outre, s'alignant sur le rapport d'Enrico Letta, ces mêmes recommandations indiquent qu'il convient de se concentrer sur la fourniture transfrontière de services et sur la circulation transfrontière des biens, dont ceux de première nécessité tels que les médicaments.

Pour garantir une meilleure autonomie stratégique dans l'approvisionnement en radio-isotopes, l'Europe doit encourager leur production. Bien qu'elle soit un fournisseur de premier plan de radio-isotopes à usage médical, l'Europe est confrontée à des dépendances critiques à l'égard des États-Unis et de la Russie pour l'acheminement d'uranium métallique faiblement enrichi à forte teneur (HALEU) et de certains isotopes enrichis utilisés comme cible pour la production de radio-isotopes.

L'UE reste encore fortement dépendante de la Russie pour l'approvisionnement en cibles d'isotopes stables qui permettent de produire certains radio-isotopes des radiothérapies moléculaires modernes ou en développement, par exemple l'Yterbium-176 utilisé pour produire du Lutetium-177.

Il s'agit d'un véritable défi pour la chaîne d'approvisionnement de ce radio-isotope spécifique, qui devrait voir sa demande mondiale tripler dans les années à venir.

La chaîne d'approvisionnement dépend aussi des schémas de production en réacteur ou avec accélérateurs, de leur transformation et de leur livraison aux hôpitaux. Pour garantir l'égalité d'accès aux soins, les États membres, et plus particulièrement les centres de recherche et les hôpitaux, devraient collaborer plus étroitement. L'accès aux radiothérapies n'est en effet pas le même dans tous les États membres, notamment lors des phases de développement et des phases pilotes. L'objectif est de bénéficier d'un accès plus rapide à des médicaments en phase de recherche ou en usage compassionnel, ainsi que d'améliorer l'accès des petits hôpitaux qui peuvent manquer d'expertise et d'infrastructures. Pour certains patients, cet accès peut être vital.

Un financement européen de la recherche, du développement et de l'innovation en médecine nucléaire, en particulier dans le cadre des programmes Horizon et Euratom, est essentiel pour répondre aux besoins des patients. L'Europe devrait financer des projets stratégiques d'intérêt commun dans ce domaine au titre du futur cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE. Pour ce faire, la stratégie SAMIRA de la Commission européenne et l'initiative européenne «Vallée des radio-isotopes» (ERVI), en lien avec le Plan européen pour vaincre le cancer, sont des projets utiles. La Commission européenne devrait encore aller plus loin et

rehausser le rôle de la médecine nucléaire dans le Plan européen pour vaincre le cancer et dans la mission spécifique sur le cancer du programme «Horizon Europe».

Les États membres devraient également financer des politiques de santé publique mettant l'accent sur les technologies radiologiques et nucléaires à usage médical, ce qui donnera un signal positif à l'industrie et permettra à la recherche et à l'innovation ainsi qu'aux infrastructures industrielles de se développer et de prospérer en Europe. En outre, de tels investissements attireront plus de personnes dans le secteur.

En conclusion, nous ne pourrons mieux garantir l'approvisionnement en radio-isotopes en Europe et répondre à la demande croissante des patients qu'en prenant des décisions politiques audacieuses.



L'INVITÉ(E) SURPRISE

Après 20 années passées dans la salle d'attente de l'Union européenne, la Macédoine du Nord fait face à un déclin du soutien de son opinion publique à l'adhésion à l'Union. Toutefois, malgré la lenteur des progrès, les revers et les retards (la Macédoine du Nord a obtenu le statut de pays candidat en décembre 2005, mais a dû patienter pendant 15 ans avant que les négociations d'adhésion débutent, ce qui est le délai le plus long de l'histoire de l'Union), la promesse de prospérité économique et de stabilité dans la région motive toujours le pays à rejoindre l'Union. Selon notre invitée surprise Biljana Spasovska, directrice exécutive du Réseau de développement de la société civile des Balkans (BCSDN) et représentante de la Macédoine du Nord au CESE en qualité de membre d'un pays candidat à l'adhésion, l'Union doit toutefois aussi montrer qu'elle est disposée à faire avancer le processus d'adhésion et à récompenser les progrès accomplis.

Biljana Spasovska est la directrice exécutive du Réseau de développement de la société civile des Balkans (BCSDN), un groupement régional d'organisations de la société civile (OSC) qui œuvrent ensemble pour donner des moyens d'agir à la société civile dans les Balkans et renforcer son développement. En outre, elle est actuellement coprésidente de la plateforme CSO Partnership for Development Effectiveness, membre du partenariat «Global Standard for CSO Accountability» et membre d'un pays candidat à l'adhésion au CESE.

M^{me} Spasovska dispose de plus de dix ans d'expérience dans la conduite d'efforts stratégiques et d'actions de sensibilisation ayant pour but de renforcer le rôle de la société civile dans les Balkans et de mieux faire entendre sa voix dans les processus politiques nationaux et européens. Elle a dirigé et appuyé plusieurs projets collaboratifs régionaux, européens et mondiaux visant à promouvoir un environnement plus favorable à la société civile, une politique d'élargissement plus crédible pour l'Union, une responsabilisation accrue de la société civile et une coopération au développement plus efficace.

Elle est titulaire d'un master en études interdisciplinaires de l'Université de Bologne et prépare un doctorat sur le thème de la mondialisation et de la démocratie.



ADHÉSION DE LA MACÉDOINE DU NORD À L'UNION EUROPÉENNE: DÉFIS, PROMESSES ET VOIE À SUIVRE

par Biljana Spasovska

Réseau de développement de la société civile des Balkans (BCSDN)

Dans sa quête vers l'adhésion à l'Union européenne, la Macédoine du Nord se trouve à un tournant critique, alors que son parcours a été jalonné de revers et de retards, alimentés par des différends bilatéraux non résolus et le déclin du soutien public. Malgré ces obstacles, la promesse de prospérité économique et de stabilité dans la région continue d'attiser le désir de cette nation d'adhérer à l'Union.

Les enquêtes d'opinion publique révèlent une tendance préoccupante, caractérisée ces dernières années par le fléchissement du soutien à l'adhésion à l'UE. Cette baisse est le reflet d'une frustration générale face à la lenteur des progrès et au manque d'engagement perçu de la part des États membres de l'Union.

Le chemin de la Macédoine du Nord vers l'adhésion à l'UE a été pavé de problèmes complexes qui dépassent ses propres frontières. La crise démocratique et l'instabilité politique qui règnent au sein de la région et dans les États membres de l'Union, conjuguées à la montée du nationalisme de droite, posent d'importantes difficultés quant au processus d'intégration. L'optimisme et le renouveau peuvent toutefois trouver leur place au milieu de ces défis, car de nombreux citoyens considèrent l'intégration à l'UE comme une voie vers la prospérité future et l'élévation de leur niveau de vie. Autre signe prometteur: le pays est déjà plutôt bien aligné sur la législation européenne.

À l'avenir, la Macédoine du Nord doit en priorité faire progresser les réformes et les chapitres de négociation dans des domaines critiques tels que l'état de droit, la justice, la démocratie et l'amélioration de l'administration publique. Des avancées visibles dans ces domaines sous l'effet du processus d'adhésion à l'Union européenne renforceraient également le soutien que l'opinion publique porte à cette dernière. L'attachement aux valeurs démocratiques, à la coopération régionale et à la poursuite d'un destin européen commun revêtira une importance cruciale à mesure que le pays navigue dans les méandres de son parcours d'adhésion.

Si la Macédoine du Nord doit faire preuve de maturité politique et mener à bien les réformes nécessaires, l'Union doit quant à elle montrer aux citoyens de ce pays que le processus d'adhésion est équitable, fondé sur le mérite et en progression. Elle doit afficher sa volonté politique de faire avancer l'adhésion, comme elle l'a démontrée à l'égard de l'Ukraine; il importe de récompenser les progrès accomplis et de prendre des mesures visant à faire en sorte que les deux parties disposent de capacités suffisantes pour dynamiser le processus.

Pour finir, il devrait être clair qu'il n'existe pas de meilleure solution, dans l'intérêt de tous, que l'adhésion de la Macédoine du Nord et de l'ensemble de la région à l'Union européenne. Après tout, la Macédoine du Nord a beau être de petite taille, son riche patrimoine culturel, son emplacement stratégique et son engagement en faveur des valeurs démocratiques apporteraient de la stabilité dans la région et des

perspectives de croissance économique, ce qui favoriserait ainsi la diversité et la cohésion de l'Union.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES, DU 6 AU 9 JUIN 2024 — JE VOTE. ET VOUS?

Pour le dernier article de notre rubrique «*Je vote. Et vous?*» Antoine Fobe, responsable du plaidoyer et des campagnes au sein de l'Union européenne des aveugles revient sur les demandes formulées par son organisation pour rendre les élections plus accessibles. Malgré les efforts déployés par les organisations de personnes handicapées, le CESE et le Parlement européen, les élections européennes ne montreront pas encore l'exemple cette année.



FAIRE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES UN MODÈLE EN MATIÈRE D'ÉLECTIONS ACCESSIBLES: UNE OCCASION MANQUÉE

Par Antoine Fobe

À l'approche des élections européennes, nous, l'Union européenne des aveugles (UEA), encourageons notre communauté à se rendre aux urnes, aussi difficile que cette démarche puisse encore être, et de le faire en tenant compte de l'attention que les candidats et les partis accordent à l'inclusion conformément à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, car les citoyens malvoyants doivent faire part de leurs attentes.

L'Union européenne des aveugles (UEA) porte la voix des personnes aveugles et malvoyantes en Europe et œuvre en faveur d'une société accessible et inclusive, qui leur offre les mêmes chances de participer pleinement à tous les aspects de la vie. La participation politique est, bien entendu, un aspect essentiel, car elle permet aux citoyens malvoyants de promouvoir des politiques et une législation favorables aux personnes handicapées par l'intermédiaire de leur vote et leur action politique.

À mesure que les élections au Parlement européen de 2024 approchent, la participation des citoyens porteurs de handicap, aussi bien en tant qu'électeurs qu'en tant que candidats, est un sujet de haute importance et d'actualité.

Selon le rapport de 2019 du Comité économique et social européen (CESE), environ 400 000 personnes handicapées ont été privées de leur droit de vote lors des dernières élections au Parlement européen. Parmi les députés élus, moins de 5 % sont porteurs d'un handicap.

Pour ces prochaines élections, l'UEA demande à nouveau, comme premier élément de sa déclaration sur le sujet, que des normes soient fixées en matière d'accessibilité au vote (procédures de vote), aux informations électorales (installations et matériel de campagne électorale, débats politiques, programmes et sites web des partis politiques) et aux procédures postélectorales (mécanismes de dépôt de plainte, par exemple), ainsi que d'égalité du droit d'éligibilité.

Puisque l'Union européenne n'est compétente qu'en ce qui concerne les élections européennes en tant qu'élément de la citoyenneté de l'UE et pour ce qui est de garantir l'égalité des droits des personnes handicapées dans la limite de ses attributions, nous nous concentrons sur les élections au Parlement européen. Toutefois, étant donné que l'organisation des élections reste de la compétence des États membres, la mise en place de bonnes pratiques au niveau de l'UE induirait automatiquement des effets bénéfiques sur toutes les autres élections.

Malheureusement, il est trop tard pour faire de cette édition des élections au Parlement européen un modèle du genre. Il ne s'agit pas d'un manque d'intérêt du Parlement lui-même: au contraire, en mai 2022, il a proposé de réformer la loi électorale de l'UE, en portant notamment une attention particulière à la garantie du droit des personnes en situation de handicap à voter de manière indépendante et secrète, au libre choix de l'assistance et à l'accessibilité du vote par correspondance et des campagnes politiques. Jusqu'à présent, cette initiative est malheureusement restée lettre morte auprès du Conseil de l'UE.

Pour les cinq prochaines années de législature de l'UE, l'UEA demande au Parlement européen nouvellement élu de maintenir ses pressions sur le Conseil pour qu'il adopte la réforme proposée et réalise ainsi des progrès tangibles lors des élections de 2029. Nous pouvons compter sur le soutien du CESE qui, en 2020, avait déjà appelé à une initiative législative formelle du Parlement européen afin de garantir aux personnes handicapées la réalité du droit de vote aux élections européennes. Nous pouvons également compter sur l'appui de la Commission européenne, qui, en décembre dernier, a publié un «Guide des bonnes pratiques électorales» et travaille actuellement à l'élaboration d'un recueil sur les pratiques de vote électronique et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication lors des élections, tous deux traitant d'aspects liés à l'accessibilité.



LE CESE COURT POUR L'EUROPE LORS D'UNE COMPÉTITION SANS PRÉCÉDENT

Le 26 mai, le Comité économique et social européen a participé à la 44e édition des 20 kilomètres de Bruxelles, qui a connu une affluence record avec 45 330 participants sur la ligne de départ. Le CESE faisait partie du comité d'organisation interinstitutionnel de l'équipe Running for Europe («Courir pour l'Europe»), qui visait à encourager les citoyens à voter aux élections européennes sous le slogan «Utilisez votre voix». Laurenţiu Plosceanu, vice-président du CESE chargé de la communication, a lancé la course au côté des représentants de

la Commission européenne et du Parlement européen. Alex Kibet, originaire du Kenya, a franchi la ligne d'arrivée en 59 minutes et 57 secondes, tandis que la belge Sophie Hardy, la femme la plus rapide, a terminé la course en 1 heure, 10 minutes et 56 secondes.

NOUVELLES DU CESE



Le Comité économique et social européen souligne que le train de mesures sur la défense de la démocratie risque de ne pas être à la hauteur de ses promesses

Le train de mesures de la Commission européenne sur la défense de la démocratie a fait l'objet d'un débat lors de la session plénière d'avril du CESE. Certains de ses membres ont exprimé des réserves quant au moment choisi pour lancer cette initiative, ainsi que sur son contenu. Le Comité a fait valoir qu'en plus de s'avérer inefficace, le dispositif pourrait même porter préjudice aux espaces civiques en Europe.

Bien que le train de mesures sur la défense de la démocratie affiche l'intention d'améliorer la transparence et la responsabilité démocratique en Europe, le CESE considère que l'approche dont il procède est foncièrement erronée. L'initiative, avance-t-il, intervient bien trop tard pour pouvoir produire un quelconque effet réel sur les prochaines élections européennes de 2024, et elle n'a pas su prendre en compte les recommandations qu'il avait formulées précédemment pour renforcer la démocratie européenne.

Dans ses observations, le président du CESE, **Oliver Röpke**, a relevé que «quand nous évoquons les "dangers" qui guettent nos États démocratiques, il convient de souligner que s'agissant de défendre la démocratie, les droits fondamentaux et l'état de droit, l'Union européenne apporte une réponse forte et que la Commission actuelle peut être fière de son bilan. Par ailleurs, le CESE n'en a pas moins entendu les inquiétudes que de nombreux acteurs de la société civile ont exprimées quant aux risques que recèle, à leurs yeux, ce train de mesures. Nous nous devons de dégager une approche commune où la défense de la démocratie s'accompagnera de toutes les garanties nécessaires pour préserver l'espace civique.»

S'il soutient les objectifs de transparence que poursuit la proposition de directive sur les activités d'influence menées pour le compte de pays tiers, le CESE est résolument opposé aux méthodes préconisées, qui, avertit-il, pourraient produire des effets indus pour les espaces civiques. Rapporteur de l'avis du CESE sur le train de mesures «Défense de la démocratie», **Christian Moos** s'est exprimé en ces termes: «Nous considérons que cette directive est dangereuse. Elle évoque une "loi sur les agents étrangers" et recèle un risque de stigmatisation des ONG. Il est clair que la proposition actuelle devrait être retirée. Avec elle, le

problème de la contraction des espaces civiques en Europe pourrait s'aggraver, alors même qu'il est impensable que la Commission nourrisse pareille intention.»

Le corapporteur, **José Antonio Moreno Díaz**, a dit pour sa part douter que le train de mesures soit capable de s'attaquer aux causes qui sont à la base même de l'érosion démocratique à l'œuvre au sein de l'Union européenne. En focalisant son attention sur les seules menaces extérieures, le dispositif proposé échoue à s'attaquer aux menées insidieuses qui visent à déstabiliser les démocraties de l'Union européenne de l'intérieur et crée ainsi un dangereux angle mort.

Tout en prenant acte des préoccupations concernant les répercussions que le train de mesures pourrait produire pour les ONG, la Commission a estimé que les garanties voulues sont en place. (gb)



Le Comité économique et social européen approuve l'accord établissant un organe interinstitutionnel chargé des normes éthiques

Lors de sa session plénière du 25 avril, le CESE a approuvé l'accord établissant un organe interinstitutionnel chargé des normes éthiques. Ce nouvel accord a été officiellement signé le 15 mai par les représentants des institutions et organes de l'UE participants. Il devrait entrer en vigueur le 6 juin, premier jour du scrutin européen.

L'accord constitue une étape importante vers le renforcement d'une culture commune d'intégrité et d'éthique.

Le nouvel organe de l'UE élaborera, mettra à jour et interprétera des normes minimales communes en matière de conduite éthique et publiera des rapports sur la manière dont ces normes ont été prises en compte dans les règles internes de chaque institution et organe de l'UE participant.

Outre le CESE, sept institutions et organes de l'Union participeront au nouvel organe chargé des normes éthiques, à savoir le Parlement européen, le Conseil de l'UE, la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne, la Banque centrale européenne, la Cour des comptes européenne et le Comité européen des régions.

Chaque instance participante sera représentée par un membre de haut niveau et la présidence de l'organe fera l'objet d'une rotation annuelle entre les institutions.

Cinq experts indépendants soutiendront les travaux de l'organe en émettant des avis sur demande. Toute partie à l'accord pourra les consulter sur les déclarations écrites normalisées individuelles, y compris les déclarations d'intérêts. (mp)



La commissaire Johansson invite le CESE à soutenir une approche «Équipe Europe» en matière de migration de la main-d'œuvre

Lors de sa session plénière d'avril, le Comité économique et social européen (CESE) a examiné le train de mesures sur la mobilité des talents. Cette initiative comprend une série de nouvelles mesures visant à rendre l'Union plus attrayante pour les talents extérieurs à l'UE et à faciliter la mobilité au sein de celle-ci.

S'exprimant devant l'assemblée plénière, **Ylva JOHANSSON**, commissaire aux affaires intérieures, a appelé de ses vœux le soutien du CESE, invité à rallier États membres et organisations de la société civile autour de cette innovation pour garantir qu'une politique effective soit menée en matière de migration de main-d'œuvre.

L'une des mesures fondamentales du train de mesures sur la mobilité des talents est le «réservoir de talents», la première initiative volontaire de mise en correspondance des compétences au niveau de l'UE, dans le cadre de laquelle les États membres intéressés peuvent faire se rencontrer employeurs de l'UE et demandeurs d'emploi issus de pays tiers.

Oliver RÖPKE, président du CESE, a souligné que «l'UE est confrontée à de graves pénuries de main-d'œuvre et de compétences en raison de la transition vers une économie verte et numérique et des défis démographiques. Le train de mesures sur la mobilité des talents peut être l'un des instruments qui contribueront à relever ces défis».

La commissaire européenne chargée des affaires intérieures, **Ylva JOHANSSON**, a quant à elle plaidé en faveur d'une approche «Équipe Europe» en matière de migration de la main-d'œuvre, afin de doter les politiques en la matière d'une dimension européenne plus large. «La migration de la main-d'œuvre relève principalement de la compétence nationale et il continuera d'en être ainsi. Mais nous devons créer une approche "Équipe Europe" qui voie les institutions de l'UE, les États membres et les organisations de la société civile collaborer pour favoriser de nouvelles initiatives qui facilitent la mise en œuvre des politiques de mobilité de la main-d'œuvre».

Tatjana BABRAUSKIENĖ, membre du CESE et rapporteure de l'avis sur le *train de mesures sur la mobilité des talents* adopté lors de cette session plénière, a souligné que «le réservoir européen de talents doit être un outil pratique, facile à utiliser et fiable qui soit attrayant pour les travailleurs et les employeurs. Dans le même temps, il doit être propice à une migration légale, équitable et éthique de la main-d'œuvre». (at)



Le CESE salue le vote historique du Parlement européen sur la lutte contre la violence sexiste et réaffirme son engagement à faire progresser les droits des femmes

Une femme sur dix vit dans l'extrême pauvreté et une sur trois subit de la violence. Nous assistons à une hostilité croissante à l'égard des droits des femmes dans le monde, y compris au sein de l'UE. Les élections européennes et la formation d'une nouvelle Commission européenne approchant à grands pas, le soutien continu des institutions et de la société civile sera primordial pour accroître l'autonomisation des femmes et des filles.

Le 25 avril, le **Comité économique et social européen (CESE)** a tenu un débat en session plénière avec certaines des principales organisations de l'UE défendant l'égalité entre les hommes et les femmes afin de souligner l'impérieuse nécessité de continuer à promouvoir les droits des femmes au cours du prochain mandat de l'UE.

Le débat, qui s'est tenu un jour après le feu vert du Parlement européen à la première directive de l'UE sur la lutte contre la violence fondée sur le genre, était consacré aux conclusions de la 68e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies (UNCSW68). Cette instance représente le plus grand forum international au monde dont le but est d'évaluer les progrès accomplis en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Cette année, elle s'est concentrée sur la pauvreté qui touche les femmes.

Le CESE a contribué à l'UNCSW68, qui s'est tenue en mars à New York, au moyen d'une déclaration intitulée «La pauvreté sous l'angle de l'égalité entre les hommes et les femmes», comprenant dix points d'action pour parvenir à l'autonomie économique et à la protection sociale des femmes.

«La pauvreté n'est pas neutre du point de vue du genre, et par conséquent, notre réponse ne saurait l'être. Les violences commises envers les femmes ont une incidence sur leur probabilité de tomber dans la pauvreté et leur capacité à contribuer sur un pied d'égalité au marché du travail. Je ne peux donc que me réjouir du résultat final du vote au Parlement européen sur la toute première directive visant à protéger les femmes contre la violence fondée sur le genre et la violence domestique au niveau européen», a déclaré **Oliver Röpke, président du CESE**.

Au cours du mandat de la Commission actuelle, une action concertée à tous les niveaux a permis de parvenir à un certain nombre d'avancées considérables, telles que la directive européenne sur la transparence des rémunérations et la stratégie en matière de soins, a déclaré **Lanfranco Fanti**, membre du cabinet de la commissaire à l'égalité, Helena Dalli.

Les participants au débat ont appelé à établir une nouvelle formation du Conseil de l'UE consacrée à l'égalité entre les hommes et les femmes, à créer la fonction de coordinateur de l'Union pour la lutte contre les violences faites aux femmes et à autoriser le renouvellement du mandat de commissaire à l'égalité.

«Nous avons besoin du soutien politique de l'UE», a déclaré **Florence Raes**, directrice du bureau de liaison d'ONU-Femmes à Bruxelles. Malgré de réelles avancées en matière d'égalité, les droits des femmes sont attaqués comme jamais, et il existe un risque croissant que l'égalité entre les hommes et les femmes soit retirée de la liste des priorités d'action.

«Être une femme et faire partie d'une minorité implique que vous rencontrerez des difficultés. Nous devons admettre que l'égalité seule n'est plus suffisante: elle doit aller de pair avec l'intersectionnalité», a fait savoir **Ilaria Todde**, directrice chargée des activités de plaidoyer à la Conférence lesbienne d'Europe et d'Asie centrale.

«Partout, la violence à l'égard des femmes est profondément enracinée dans les systèmes patriarcaux. Aujourd'hui, nous applaudissons l'adoption de la toute première directive de l'UE relative à la lutte contre les violences envers les femmes et la violence domestique», a déclaré **Mary Collins**, secrétaire générale du Lobby européen des femmes. (ll)



«Nous devons exporter nos produits et nos technologies, pas nos emplois. Il faut investir en Europe.»

Lors de la session plénière d'avril du CESE, Maive Rute, directrice générale adjointe à la direction générale du marché intérieur, de l'industrie, de l'entrepreneuriat et des PME de la Commission européenne, et Oliver Röpke, président du CESE, ont souligné qu'il était essentiel de renforcer la compétitivité de l'Union pour améliorer la croissance et le bien-être dans notre économie et notre société.

Selon **M^{me} Rute**, il n'y a pas de temps à perdre. L'Union doit agir rapidement et de toute urgence si elle veut rattraper son retard et survivre face à la puissance démesurée des géants économiques mondiaux.

Dressant un état des lieux de la compétitivité de l'Union, elle a déclaré: «Ce dont nous avons besoin, c'est d'un changement radical. Nous ne pouvons pas nous appuyer sur la seule bonne volonté pour réaliser le marché unique: il faut véritablement appliquer la législation qui le sous-tend. Nous devons exporter nos produits et nos technologies, pas nos emplois. Nos industries doivent être compétitives et c'est ici que nous devons investir.»

M. Röpke a quant à lui fait remarquer que la compétitivité est un élément essentiel à la réussite économique de l'Union, étant à la fois un moteur de croissance, d'innovation et de prospérité et un facteur de renforcement de son influence à l'échelle mondiale et de sa résilience; il a ajouté: «Lorsque nous examinons la compétitivité européenne, nous devons placer les citoyens au centre du débat et veiller à ne laisser personne de côté. Au bout du compte, son incidence et son importance seront mesurées à l'aune de son influence sur le bien-être, les perspectives et la prospérité des individus et des communautés. Par conséquent, tout débat sur la compétitivité doit donner la priorité aux besoins, aux droits et aux aspirations des citoyens.»

Lors de cette session plénière, le Comité a par ailleurs adopté l'avis sur la «Stratégie en faveur de la compétitivité à long terme», élaboré par la rapporteure **Emilie Prouzet** et le corapporteur **Stefano Palmieri**. (mp)



Innover en matière d’économie circulaire: la conférence phare du CESE ouvre la voie à la transition de l’Europe

Cette année, la plateforme des acteurs européens de l’économie circulaire (PAEEC), une initiative mise sur pied et hébergée notamment par le Comité économique et social européen (CESE), s’est associée à la présidence belge du Conseil de l’UE et au Forum mondial de l’économie circulaire (WCEF), basé en Finlande, pour organiser sa conférence phare les 15 et 16 avril.

Tenue au Square, le centre de congrès de Bruxelles, où elle a rassemblé plus de 1 000 participants et 150 orateurs, la conférence a mis en avant des solutions circulaires efficaces, reposant sur les conclusions scientifiques les plus récentes. Les délégués du CESE y ont fait part de la réussite que symbolise la PAEEC.

Cillian Lohan, membre du CESE et cofondateur de la PAEEC, a salué la plateforme comme un «réseau de réseaux» qui jette un pont entre les responsables de l’élaboration des politiques et la société civile en vue de faire progresser l’économie circulaire. **Anders Ladefoged**, membre du groupe de pilotage de la PAEEC, a mis en évidence le rôle que joue la plateforme s’agissant d’examiner les progrès accomplis par l’Europe et les lacunes à combler en matière de circularité, en ce qu’elle offre une enceinte de collaboration et d’apprentissage. **Maria Nikolopoulou**, membre du CESE, a insisté sur l’interactivité croissante que permet la PAEEC en facilitant le dialogue au travers d’initiatives telles que les conférences circulaires de l’UE (#EUCircularTalks).

Lors de la séance plénière de clôture de la conférence, **Jutta Urpilainen, commissaire aux partenariats internationaux**, a annoncé deux initiatives visant à soutenir la transition mondiale vers une économie circulaire: le Centre européen de ressources pour l’économie circulaire, que la Commission européenne financera à hauteur de 15 millions d’euros, et le programme «SWITCH to Circular Economy in East and Southern Africa» (Passer à l’économie circulaire en Afrique orientale et australe), auquel la Commission contribuera à hauteur de 40 millions d’euros sur cinq ans. La PAEEC s’est engagée à soutenir ces deux initiatives.

La plateforme des acteurs européens de l’économie circulaire, lancée par le CESE et la Commission européenne en 2017, vise à promouvoir le dialogue, diffuser les bonnes pratiques et fournir des informations sur l’économie circulaire afin de traduire les visions en actions. Le CESE plaide de manière active en faveur de la circularité; en 2015, il avait notamment appuyé le plan d’action de l’Union européenne en faveur de l’économie circulaire. La plateforme représente une entreprise commune qui doit encourager toutes les parties prenantes à donner corps à la vision de l’économie circulaire, dans le but d’accélérer la transition grâce au dialogue et à la coopération. (ks)



La désinformation est une arme qui permet aux puissances étrangères de nuire à nos sociétés

La section «Relations extérieures» (REX) du CESE a organisé sa 2 e campagne, assortie d'une conférence, sur la lutte contre la désinformation, dans le cadre de son projet global sur ce thème, qui doit être mis en œuvre avec l'aide de la société civile.

Après une campagne réussie en Bulgarie, la manifestation a cette fois eu lieu en Moldavie, le 18 avril dernier. Le pays a récemment renforcé ses capacités dans le domaine de la communication et du dialogue stratégiques en mettant en place deux organes spécialisés: le Centre de communications stratégiques et de lutte contre la désinformation et le Centre pour les initiatives civiles en faveur des minorités nationales.

La conférence a été organisée en coopération avec l'Université d'État de Moldavie, à Chișinău.

Lors de son intervention durant la conférence, **Oliver Röpke**, président du CESE, a souligné l'importance de promouvoir le dialogue et d'associer tous les citoyens, d'origines et de communautés différentes, à la lutte contre l'ingérence étrangère et la désinformation.

La désinformation se propage en général de façon horizontale au sein de la population, ce qui signifie que le meilleur moyen d'y remédier n'est pas d'adopter une approche descendante, mais bien de réfléchir avec les citoyens et de les associer directement. C'est là que la société civile organisée peut jouer un rôle crucial, car la désinformation déchire le tissu de nos sociétés.

Ana Revenco, directrice du Centre de communications stratégiques et de lutte contre la désinformation, qui comptait parmi les orateurs phares de la conférence, a insisté sur le fait que les citoyens ne pouvaient pas combattre la désinformation seuls, et que le Centre pouvait leur permettre d'améliorer leurs compétences pour lutter durablement contre ce phénomène toxique.

«Il est irréaliste de se fixer comme objectif d'éradiquer la désinformation. Nos efforts conjoints viseront à rétablir la vérité, à prévenir la propagation de fausses informations et à atténuer l'effet néfaste qu'elles ont sur nos sociétés», a-t-elle ajouté.

Mihai Peicov, directeur du Centre pour les initiatives civiles en faveur des minorités nationales, a déclaré que la création du Centre par le gouvernement est une étape importante pour l'intégration de tous dans la société, et que de nouvelles politiques éducatives sont nécessaires pour les minorités.

La conférence a mis en évidence le rôle de l'éducation et l'accent mis sur les jeunes, étant donné que beaucoup d'informations provenaient de cette tranche de la population, des étudiants et des journalistes qui y ont participé.

Regardez le compte rendu de la conférence en vidéo ici.

#EUvsDisinfo (at)



Les comités consultatifs mixtes UE-Serbie et UE-Monténégro suivront de près les négociations d'adhésion et débattront du nouveau plan de croissance

La section «Relations extérieures» (REX) du CESE a tenu deux réunions dans le cadre de ses comités consultatifs mixtes (CCM), respectivement avec ses homologues serbes et monténégrins. En tant qu'institutions communes, les CCM permettent aux organisations de la société civile des deux parties en présence de suivre les négociations d'adhésion du pays concerné, de débattre de questions d'intérêt commun et de mettre en lumière les préoccupations à aborder sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne.

Le 5 avril 2024, le CESE a accueilli à Bruxelles les membres serbes du comité consultatif mixte pour discuter de l'état actuel des relations entre l'UE et la Serbie et des négociations menées avec l'Union dans le cadre du processus d'adhésion. Parmi les autres points abordés figuraient les possibilités qu'offrent à la Serbie le nouveau plan de croissance et la facilité pour la réforme et la croissance en faveur des Balkans occidentaux, la situation post-électorale dans le pays, ainsi qu'un aperçu de la situation sur place en matière de démocratie et d'état de droit.

L'un des participants à cette rencontre était **Danijel Apostolović**, récemment nommé chef de la mission de la République de Serbie auprès de l'UE, qui a mis l'accent sur le consensus entre l'UE et la Serbie en faveur d'une coopération plus étroite sur toutes les questions présentant un intérêt dans le cadre des négociations d'adhésion du pays.

Laurențiu Plosceanu, vice-président du CESE chargé de la communication, a souligné l'importance de ces réunions qui, en assurant la présence de représentants de la société civile, renforcent en Serbie le récit d'une adhésion à l'Union européenne.

La réunion s'est achevée par l'adoption d'une déclaration commune, qui sera transmise aux institutions de l'UE ainsi qu'aux collectivités locales et au gouvernement de Serbie.

Un compte rendu vidéo de la réunion est disponible ici.

Le 13 mai, **Nataša Vučković**, membre du CCM UE-Serbie, a été élue nouvelle présidente de l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA). Le CESE était représenté à l'assemblée générale de l'ALDA à Barcelone par M. Plosceanu, qui a félicité M^{me} Vučković pour sa nomination.

******

La 18^{e} réunion du comité consultatif mixte (CCM) UE-Monténégro, qui s'est tenue le 16 avril à Podgorica, a permis d'envoyer un message clair aux institutions de l'UE: le Monténégro est fermement résolu à devenir le 28^{e} État membre de l'Union d'ici à 2028.

Les membres du CCM ont encouragé leurs organisations, les autorités nationales et les institutions de l'UE à ne ménager aucun effort pour respecter les critères provisoires en matière d'état de droit. L'obtention, d'ici juin, du rapport d'évaluation de ces critères constituera un tournant dans le processus d'adhésion à l'Union

et permettra de clore provisoirement d'autres chapitres.

Decebal-Ștefăniță Padure, coprésident du CCM et membre du CESE, a affirmé: «Les autorités monténégrines devraient atteindre leurs objectifs ambitieux et la société civile organisée devrait être associée à chaque étape des négociations d'adhésion.» **Gordana Đurović**, coprésidente du CCM pour la partie monténégrine, a exhorté l'ensemble des parties prenantes à soutenir les efforts visant à obtenir un rapport positif de la Commission d'ici au mois de juin.

Predrag Zenović, le négociateur principal, a mentionné le rôle important de la société civile et l'aide concrète qu'elle apporte dans le processus de négociation, le soutien des citoyens à l'adhésion du Monténégro à l'UE atteignant 80 %.

Oana Cristina Popa, ambassadrice de l'UE auprès du Monténégro, a fait observer que le pays semblait avoir enfin trouvé la stabilité nécessaire pour faire de son adhésion à l'Union sa principale priorité stratégique, ajoutant: «Nous ferons tous le maximum pour que cette occasion ne soit pas manquée.»

Une **déclaration commune** a été adoptée à l'issue de la réunion. Elle sera présentée au comité de stabilisation et d'association, à la commission parlementaire de stabilisation et d'association, au Service européen pour l'action extérieure, à la Commission européenne et au gouvernement du Monténégro. (at)



Lors de l'édition 2024 de la Journée portes ouvertes, le CESE a sensibilisé le public à l'importance de voter aux élections européennes de 2024

Lors de sa traditionnelle Journée portes ouvertes tenue le samedi 4 mai 2024, le Comité a accueilli le public dans ses murs, profitant de l'occasion pour informer avec enthousiasme les citoyens sur son rôle parmi les institutions de l'UE et sur les élections européennes à venir.

Pendant cette journée, le CESE a organisé un certain nombre d'activités à son siège, le bâtiment Jacques Delors à Bruxelles. Les participants ont pu visiter les locaux et découvrir ce que le CESE peut faire pour les citoyens, en apprendre davantage sur son rôle au sein du processus décisionnel de l'Union européenne et faire part de leurs intérêts et de leurs préoccupations aux membres du Comité.

Les visiteurs ont également eu la possibilité de s'informer sur ce que font les membres du CESE dans leur pays d'origine et de participer à des activités en direct telles que des jeux interactifs, un quiz sur l'UE ou encore des ateliers maquillage pour les enfants.

Dans la matinée, le Comité a par ailleurs salué l'arrivée d'un groupe de membres du CESE et d'agents de son administration qui ont parcouru plusieurs centaines de kilomètres à vélo, à travers la France et la Belgique, afin de sensibiliser à l'importance des élections européennes.

Sous la houlette de **Bruno Choix**, membre du CESE appartenant au groupe des employeurs, le collectif est parti de Caen (France) pour rallier Bruxelles en quatre jours, soit un total d'environ 500 km. Ils ont été rejoints par d'autres membres et agents du personnel du CESE pour le dernier tronçon, de Waterloo jusqu'au siège du Comité à Bruxelles. (mp)



Projection au CESE de «20 jours à Marioupol», le documentaire ukrainien couronné aux Oscars

Le 24 avril, le CESE a organisé une projection du documentaire ukrainien «20 jours à Marioupol», qui a remporté cette année l'Oscar du meilleur film documentaire.

Le film suit son réalisateur, le journaliste **Mstyslav Chernov**, et ses collègues pendant 20 journées dramatiques entre février et mars 2022, au cours desquelles ils ont documenté le violent siège de Marioupol, un grand port ukrainien situé en bordure de la mer d'Azov. En mission pour l'agence Associated Press, Chernov et son équipe étaient les derniers journalistes étrangers restés dans la ville avant qu'elle ne soit prise par l'armée russe. Leurs enregistrements et photos tragiques, notamment les bombardements massifs d'une maternité et du théâtre de la ville qui servait d'abri à des enfants, ont fait le tour du monde et portent la preuve des horreurs infligées par l'armée d'invasion russe à la population civile ukrainienne.

En plus d'un Oscar, «20 jours à Marioupol» a remporté de nombreux autres prix prestigieux, notamment le prix BAFTA du meilleur film documentaire et le prix du public au festival du film de Sundance dans la catégorie «documentaire international».

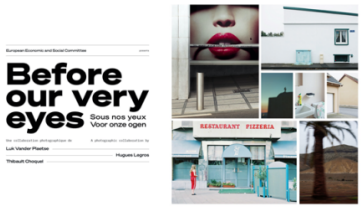
Oliver Röpke, président du CESE, ainsi que d'éminents invités, parmi lesquels **S.E. Vsevolod Chentsov**, chef de la mission de l'Ukraine auprès de l'UE, et **Yevhen Tuzov**, l'un des protagonistes du documentaire, ont assisté à la projection.

«Nous devons garder à l'esprit notre devoir solennel de témoigner de l'histoire. Le message de ce film est clair: nous devons montrer au monde ce que la haine est capable d'engendrer. N'oublions pas les sacrifices du peuple ukrainien, ni la résilience dont il a fait preuve face à l'adversité. La perspective que l'Ukraine devienne un État membre de l'Union européenne témoigne de nos valeurs communes et constitue en même temps une source d'espoir pour un avenir meilleur», a déclaré **Oliver Röpke**, président du CESE.

«"20 jours à Marioupol" offre une vision terrible mais essentielle des souffrances causées par l'agression russe. Je suis fier de pouvoir dire que notre Comité s'est toujours tenu résolument aux côtés de l'Ukraine et de sa dynamique société civile en ces temps difficiles, et votre présence ce soir est un grand honneur», a déclaré **Laurentiu Plosceanu**, vice-président du CESE chargé de la communication. Le CESE a fermement soutenu l'Ukraine et sa société civile dès le premier jour de la guerre d'agression menée par la Russie et a renforcé sa coopération avec les organisations de la société civile (OSC) ukrainiennes par l'intermédiaire de la plateforme de la société civile UE-Ukraine. Il a créé le pôle pour l'Ukraine et ainsi offert un espace de travail aux OSC ukrainiennes présentes en Belgique. Il a lancé l'initiative des membres de pays candidats à l'adhésion, afin de partager l'expertise du CESE avec les OSC ukrainiennes. Une délégation de haut niveau

du CESE, menée par **M. Röpke**, s'est rendue en Ukraine en novembre, et y a rencontré **Yuliia Svyrydenko**, ministre de l'économie, ainsi que des représentants du parlement (*Verkhovna Rada*) et de la société civile. Les membres du CESE ont rendu hommage aux victimes ukrainiennes de la guerre près des monuments aux morts dans le pays.

Organisée à l'initiative d'**Andris Gobiņš**, membre letton du CESE, la projection du documentaire a une nouvelle fois montré la solidarité de la société civile européenne avec l'Ukraine et sa population. Le public a également eu l'occasion de visiter une exposition de photos consacrée à la ville assiégée de Marioupol, présentée en coopération avec l'association Ukra-Bel en marge de l'événement principal.



«Sous nos yeux»: un aperçu de l'art belge au CESE

L'art belge vous passionne? Alors rendez-vous avant le 28 juin à l'Atrium 6 du bâtiment Jacques Delors du CESE, rue Belliard 99, pour y visiter l'exposition «Sous nos yeux».

Vous aurez la possibilité d'admirer l'œuvre de trois artistes belges talentueux: Luk Vander Plaetse, Hugues Legros et Thibault Choquel.

Par leurs photos, les trois artistes, à la fois photographes, graphistes et concepteurs, saisissent la beauté de l'ordinaire. L'exposition «murmure une poésie humaine douce et sauvage où se mélangent les genres et les gens».

Elle a été mise sur pied par les membres belges du CESE, avec le soutien d'une équipe de coordinateurs, dans le cadre de la présidence belge du Conseil de l'UE, qui durera jusqu'au 1er juillet 2024. Les organisateurs considèrent celle-ci comme une occasion de mettre en avant le savoir-faire de leur pays et de promouvoir la culture belge en Europe comme à l'étranger. (ll)

NOUVELLES DES GROUPES



Arguments économiques en faveur d'un nouvel élargissement «big bang» et d'une Union à 36 membres

Par Stefano Mallia, président du groupe des employeurs du Comité économique et social européen

Compte tenu de l'expérience accumulée ces deux dernières décennies, et après sept vagues d'élargissement depuis le début du projet européen, il serait probablement opportun de célébrer l'anniversaire de l'élargissement «big bang» de 2004 en se basant sur des faits et des chiffres, afin de dépassionner les débats avant les élections européennes de juin.

La guerre en Ukraine, qui est déjà dans sa troisième année, a replacé la question de l'élargissement au premier rang des priorités géopolitiques européennes. Le statut de pays candidat qui a été rapidement accordé à l'Ukraine, à la Moldavie, à la Bosnie-Herzégovine et à la Géorgie, ainsi que les négociations d'adhésion qui ont enfin été ouvertes avec la Macédoine du Nord et l'Albanie, constituent des avancées positives pour une politique qui était restée au point mort pendant des années.

Pour faire en sorte que ce nouvel élan garde le cap, nous devrions clarifier les arguments économiques en faveur de l'élargissement.

Bien entendu, la démocratisation et l'état de droit sont des principes intangibles, tout comme l'approche fondée sur le mérite du processus d'élargissement, interdisant les raccourcis. Mais, au bout du compte, les citoyens doivent être rassurés quant aux gains économiques et à la prospérité que ce processus pourrait apporter à la prochaine génération d'Européens.

En admettant que le passé donne quelques indications pour l'avenir, nous pouvons affirmer avec certitude que les arguments économiques sont irréfutables. Au cours du processus officiel de préadhésion (de 1994 à 2004), les échanges commerciaux entre les anciens et les nouveaux États membres ont presque triplé, et ils ont quintuplé entre les nouveaux États membres eux-mêmes. L'Union, qui était alors l'UE-15, a enregistré en moyenne une croissance de 4 % par an entre le début du processus d'adhésion et 2008, ledit processus d'adhésion contribuant à la moitié de cette croissance, avec la création de 3 millions d'emplois entre 2002 et 2008.

La pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine ont démontré que l'Union doit repenser sa résilience économique, en particulier dans le contexte des transitions écologique et numérique. Le plan REPowerEU prévoit une montée en puissance de la production européenne d'énergie renouvelable. Le règlement pour une industrie «zéro net» et la législation européenne sur les matières premières critiques demandent que 40 % des chaînes de valeur vertes et des matières premières soient canalisées vers l'Union. Les pays candidats à l'adhésion à l'Union, en particulier l'Ukraine, peuvent jouer un rôle important à cet égard en améliorant la sécurité économique.

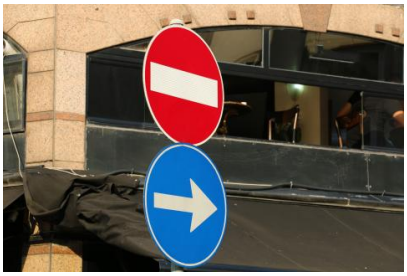
En ce qui concerne les ressources naturelles, l'Ukraine détient les plus grandes réserves de gaz en Europe après la Norvège. Le pays est aussi, quantitativement, un des plus gros producteurs d'hydroélectricité en Europe et pourrait encore accroître sa production, de même que celle issue d'autres sources d'énergie verte, telles que l'énergie éolienne, l'énergie solaire et la biomasse. L'Ukraine a également été un important

exportateur de métaux et abrite des gisements de lithium et de terres rares, qui sont essentiels pour les industries verte et numérique.

Dans le même temps, le secteur agricole ukrainien est l'un des plus importants au monde. Son intégration dans le marché unique renforcerait la sécurité alimentaire de l'Union de manière considérable.

Les avantages pour les pays des Balkans occidentaux d'une participation accrue au marché unique sont également très clairs. À titre indicatif, le PIB de la Croatie n'a cessé d'augmenter depuis son adhésion à l'Union en 2013, ce qui s'est traduit par des revenus plus élevés pour ses citoyens, avec une augmentation moyenne du PIB par habitant de 67 % (il est passé de 10 440 EUR en 2013 à plus de 17 240 EUR).

La voie vers l'adhésion à l'Union pour jusqu'à neuf nouveaux pays sera compliquée, mais il n'y a pas d'autre solution: si l'Union entend être une puissance mondiale, elle doit d'abord en être une au niveau régional.



D'autres décident déjà pour vous — ne serait-il pas temps d'y remédier?

par le groupe des travailleurs du CESE

«Utilisez votre voix, ou d'autres décideront pour vous»: tel est le message très pertinent de la campagne du Parlement européen. Sa vidéo sur les élections, qui remonte aux racines du projet européen, soit la construction d'un avenir pacifique sur les cendres des guerres et des génocides, touche la corde sensible. À l'heure actuelle, où l'extrémisme et l'apathie montent en puissance, la politique a souvent plutôt des airs de téléréalité que de véritable forum de discussion.

Voulez-vous vraiment laisser les autres décider pour vous? Ils le font déjà et, une fois de plus, ils choisissent le chemin de l'austérité.

Lucie Studničná, notre présidente, l'a dit clairement: nous ne pouvons pas nous permettre une nouvelle crise d'austérité. En raison des mesures prises lors de la dernière crise financière, certains pays se trouvent coincés dans une spirale de déclin économique et de fuite des cerveaux. En Espagne, en Italie et en Grèce, le taux de chômage reste élevé, et le PIB par habitant est encore loin des niveaux de 2008. Face à cette absence de solution, l'euroscepticisme et le populisme montent en flèche, favorisés par un virage vers l'extrême droite.

En conséquence des nouvelles règles budgétaires, la plupart des États se retrouveront démunis face aux défis climatiques et sociaux qui les attendent. Les promesses de La Hulpe sonneront creux. Les citoyens vont souffrir. Pour beaucoup, l'ajout de difficultés économiques supplémentaires, que les gouvernements qualifieront certainement d'«imposées par Bruxelles», pourrait bien être la goutte qui fera déborder le vase.

La démocratie ne se résume pas au vote: la société civile et les syndicats sont essentiels pour préserver sa santé. Pourtant, le vote n'est pas qu'un outil de légitimation, et il est loin d'être inutile. Il s'agit d'un droit durement acquis par des millions de personnes durant plusieurs générations, au prix de nombreux efforts,

qui leur ont souvent aussi coûté la vie. Nous pourrions le perdre.

Les décisions d'austérité ne sont pas gravées dans le marbre. Nous relayons le message du Parlement, pour les élections de juin, mais aussi pour toutes les élections nationales à venir: utilisez votre voix. Ne laissez pas d'autres vous la voler. Votez pour le progrès social. Ensemble, nous pouvons continuer à améliorer nos pays et l'Union européenne, et changer ce qui ne fonctionne pas.



#EUelections2024: Les organisations de la société civile discutent de l'Union européenne qu'elles veulent et proposent des priorités pour la nouvelle législature

Par le groupe des organisations de la société civile

En vue de la nouvelle législature, les organisations de la société civile (OSC) proposent de traiter à la fois les questions exigeant une attention immédiate et les difficultés à plus long terme, d'appliquer adéquatement les politiques européennes existantes et de consolider les valeurs de l'Union. Un dialogue structuré avec la société civile et un programme solide en matière de politique sociale figurent également en tête de leurs priorités.

Le 16 avril dernier, le groupe des organisations de la société civile du CESE a organisé une conférence intitulée «Construire ensemble l'Union que nous voulons». Cette conférence a réuni des représentants des OSC aux niveaux national et européen, qui ont débattu de leurs priorités politiques dans la perspective des prochaines élections au Parlement européen et de la signature de la déclaration interinstitutionnelle de La Hulpe sur le socle européen des droits sociaux.

En ouverture de la conférence, Séamus Boland, président du groupe des organisations de la société civile, a déploré le fait que nombre de responsables politiques de partis nationaux traditionnels se refusent à débattre de l'Union avec leurs électeurs. Par conséquent, les électeurs ne comprennent pas à quoi sert l'Union et la politique européenne ne se fait pas toujours l'écho de ce qui compte pour eux. Cet état de fait a creusé un fossé dangereux entre le public et l'Union, et pourrait amener de nombreux électeurs à voter pour des partis extrémistes. «Il est urgent aujourd'hui que les responsables politiques nationaux et européens débattent de manière ouverte avec la population au sujet des problèmes que doit affronter l'Union et des solutions qu'il convient d'y apporter. C'est la seule manière de persuader les électeurs que l'Union œuvre pour eux et continue de créer des opportunités pour tous.»

Lisez et partagez les **conclusions et les recommandations de la conférence**, qui s'est focalisée sur les points suivants:

- Pourquoi les élections au Parlement européen de 2024 sont importantes: l'UE à un tournant
- Construire ensemble l'UE que nous voulons: une Union de justice et de protection sociales, démocratique et inclusive
- Construire ensemble l'UE que nous voulons: une économie durable fondée sur des transitions justes et des emplois de qualité
- Placer la société civile, les citoyens et les jeunes au cœur de l'Europe de demain

Les conclusions et recommandations de la conférence alimenteront une **résolution du CESE**, qui sera adoptée en juillet 2024 et qui contiendra des propositions politiques à l'intention du nouveau Parlement européen et de la nouvelle Commission.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le **communiqué de presse** relatif à la conférence.

IN FOCUS: 20TH ANNIVERSARY OF GREAT ENLARGEMENT



L'élargissement: l'instrument politique le plus puissant et le plus efficace de l'UE

Par Pat Cox

Notre invité spécial, Pat Cox, ancien président du Parlement européen, se souvient du grand élargissement qui a eu lieu il y a vingt ans comme d'un moment marqué par un espoir remarquable, lorsque le continent a enfin pu recouvrer sa plénitude en réunissant ses deux flancs que sont l'Est et l'Ouest. Et alors que le mythe d'une fraternité slave est invoqué par Vladimir Poutine au son des explosions de missiles balistiques, l'UE demeure une union volontaire de peuples libres et souverains, fondée sur les valeurs fondamentales que sont le respect des droits de l'homme, l'égalité et l'état de droit.

À mes yeux, la manifestation organisée à Dublin par la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne le 1er mai 2004 et la cérémonie de bienvenue au Parlement européen qui s'est tenue à Strasbourg, le 3 mai 2004, se distinguent politiquement mais aussi émotionnellement comme des journées marquées par une positivité et un espoir remarquables et comme des actes symboliques de retour aux origines, de réunification et de plénitude du continent fort de ses deux flancs que sont l'Est et l'Ouest. À Dublin, Seamus Heaney a lu son poème intitulé *Beacons at Bealtaine* («Feux du premier mai»), exprimant l'optimisme sous-jacent que cet élargissement historique puisse permettre «Que les lèvres et les esprits se meuvent pour faire flamboyer des significations neuves». À Strasbourg, les dix drapeaux nationaux des nouveaux États membres étaient hissés sur d'immenses hampes fabriquées dans les chantiers navals de Gdańsk et offertes par la Pologne. Leur acheminement vers Strasbourg rappelait symboliquement le passage du communisme à la liberté, qu'incarnait la présence de Lech Wałęsa.

Bien entendu, pour tous, l'événement fut l'aboutissement d'un processus long et complexe de préparation mutuelle qui s'est étendu sur de longues années. Il y a eu de la joie, mais aussi le soulagement d'avoir atteint la ligne d'arrivée de ce qui fut un marathon politique et procédural pour tous ceux qui y ont pris part.

Je pense qu'au cours des cinq dernières décennies, l'élargissement a peut-être été l'instrument politique le plus puissant, le plus transformateur et le plus efficace de l'UE. Lorsque l'Irlande, mon propre pays, a rejoint l'Union le 1er janvier 1973, lors de son premier élargissement, elle était la plus pauvre parmi les États et régions de la Communauté économique européenne de l'époque. L'accès à un vaste marché, associé à la solidarité de l'UE grâce aux fonds régionaux et ultérieurement aux fonds de cohésion durant les premières décennies d'adhésion, des normes plus élevées en matière d'égalité entre les hommes et les femmes et de politique environnementale, le soutien au processus de paix en Irlande du Nord et la reconnaissance des conséquences extrêmement difficiles pour l'Irlande du Brexit, seul État de l'Union partageant une frontière terrestre avec le Royaume-Uni, sont autant d'éléments qui se cumulent pour engendrer une expérience et des résultats particulièrement positifs. Le parcours n'a pas toujours été simple, notamment pendant la crise de la zone euro, mais somme toute, il s'avère très positif.

Bien que je respecte, tout en la déplorant, la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union, elle prouve clairement une chose: l'Union européenne est une union volontaire de peuples libres et souverains — on est libre de s'y joindre et libre de la quitter. Nous sommes aux antipodes de la guerre néo-impériale que Vladimir Poutine a choisi de mener contre l'Ukraine, où son mythe de fraternité slave est quotidiennement martelé au son du canon des fusils, des explosions de missiles balistiques et à l'aide de drones qui sèment la mort.

L'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne a aidé ces pays à parachever le processus qui leur a permis de redevenir des démocraties après la dictature, tout en améliorant le niveau de vie et la qualité de celle-ci.

Le grand élargissement qui a eu lieu il y a vingt ans a offert une croissance spectaculaire aux nouveaux États membres, en particulier à ceux d'Europe centrale et orientale, grâce à une forte augmentation des investissements, des échanges commerciaux et de la solidarité de l'UE. En moyenne, leur PIB par habitant, corrigé de l'inflation et de la devise, est passé en deux décennies de moins de la moitié de la moyenne de l'UE à trois quarts de cette moyenne, qui a elle-même connu une hausse. Le PIB par habitant de la Lituanie a triplé au cours de cette période. La santé s'est améliorée, tout comme l'éducation, ce qui a permis de faire progresser à la fois la qualité et le niveau de vie. La production agricole dans l'ensemble de la région a doublé. En résumé, comme lors de tous les élargissements précédents, les résultats se sont avérés bénéfiques pour tous, tant pour les États adhérents que pour l'UE. Par conséquent, s'agissant du mécanisme d'élargissement, je suis optimiste. Mais pas naïf.

Les événements survenus en Pologne ces dernières années et la situation qui persiste en Hongrie montrent à quel point un dérapage par rapport aux normes de l'UE en matière d'état de droit, de liberté des médias ou de respect des droits des minorités signifie que les pays concernés adhèrent à l'UE en tant que vecteur de prospérité, mais la rejettent en tant que communauté de valeurs partagées. Le Premier ministre hongrois affirme fièrement que son pays est une démocratie illibérale. Quelle que soit la marge d'interprétation dont on peut disposer en ce qui concerne l'article 2 du traité sur l'Union européenne, il ne fait aucun doute que la démocratie qui y est évoquée est tout sauf illibérale. («L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes.»)

Ces dispositions faisaient partie de l'accord d'adhésion à l'UE, sont inscrites dans tous les traités d'adhésion et ont été approuvées par chaque État adhérent. La formule «gardez vos valeurs mais donnez-nous de l'argent» ne constitue pas une base durable pour le respect mutuel; il convient de ne pas perdre de vue cet aspect dans les négociations avec les pays candidats actuels qui cherchent à se frayer un chemin vers une éventuelle adhésion à l'UE. Je pense que les critères de Copenhague devraient jouer un rôle plus fondamental dans les négociations à venir, peut-être grâce à des clauses du traité d'adhésion qui doteraient l'UE d'une capacité plus solide afin de défendre les droits et les valeurs contre d'éventuelles violations. L'UE n'est pas seulement un marché, et bien qu'ils soient souhaitables, les progrès matériels ne sont pas sa seule raison d'être, ni même sa raison d'être essentielle.

Cela étant dit, le bilan des élargissements qui ont eu lieu jusqu'à présent s'avère principalement profitable à tous les acteurs concernés, et ce processus doit être abordé dans un esprit positif. Les pays candidats devront subir d'importantes transformations, chacun à son propre rythme. L'UE doit également fournir des efforts en ce qui concerne son processus décisionnel et sa capacité budgétaire à absorber les nouveaux États membres, ainsi qu'en ce qui concerne l'aide de préadhésion. Après l'octroi du statut de pays candidat et à l'issue de l'examen analytique, les cadres de négociation, l'ouverture et la clôture des négociations chapitre par chapitre ainsi que les éventuels traités d'adhésion requièrent l'unanimité du Conseil. Aucune de ces étapes n'est simple ou facile. On espère que tous les États membres respecteront le principe de «coopération loyale» pour s'assister mutuellement dans l'accomplissement des missions découlant des traités (article 4, paragraphe 3, du traité UE).

Le cas de l'Ukraine est particulièrement complexe au vu de sa taille, de la part relative qu'occupe l'agriculture dans son PIB par rapport à la moyenne de l'UE et de son taux comparatif de pauvreté basé sur le PIB par habitant, et bien sûr en raison de la guerre et de ses conséquences dévastatrices. Les négociations peuvent débuter. L'Ukraine est déjà sur la voie de l'intégration grâce à l'accord d'association et à l'accord de libre-échange approfondi et complet qu'elle a conclus avec l'UE. Ces accords pourraient s'étendre progressivement au fil du temps, mais, à terme, la stabilité du résultat territorial et de la paix — à laquelle l'adhésion à l'UE peut contribuer — constitueront une condition préalable essentielle à l'adhésion. Sur son flanc oriental, l'Union a besoin de stabilité et non de chaos, et l'objectif consistant à accueillir l'Ukraine à terme est dans l'intérêt de tous, de l'UE comme de l'Ukraine.

Pat Cox, ancien président du Parlement européen de 2002 à 2004

Pat Cox est un homme politique et journaliste irlandais. Il a présidé le Parlement européen de 2002 à 2004, puis le Mouvement européen international (2005-2011). Depuis 2015, il dirige la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Il est également coordinateur européen pour le corridor du réseau central TEN (transport) Scandinavie-Méditerranée (UE) et chef de la mission d'évaluation des besoins et de mise en œuvre menée par le Parlement européen dans le cadre de la réforme parlementaire de la Verkhovna Rada en Ukraine. Au début de sa carrière, il a travaillé en tant que présentateur de journal télévisé sur la chaîne RTE à Dublin. En 2004, M. Cox s'est vu décerner le prix international Charlemagne d'Aix-la-Chapelle pour son engagement parlementaire en faveur de l'élargissement de l'Union européenne.



Le grand élargissement de l’Union — 20 ans après

par Jaroslaw Pietras

Jarosław Pietras, ancien négociateur en chef adjoint lors de l’adhésion de la Pologne à l’Union européenne, se penche sur l’impact de l’élargissement qui a eu lieu il y a 20 ans et sur les avantages, notamment économiques, qu’il a entraînés pour la Pologne et les autres nouveaux pays membres, mais aussi pour l’Union dans son ensemble. La décision de procéder à l’élargissement de l’Union en 2004 témoignait de l’engagement de celle-ci envers l’unité, la diversité et la solidarité. Aujourd’hui, on peut encore en tirer de précieux enseignements pour des négociations avant une quelconque future adhésion.

Vingt ans plus tard, il est tout à fait clair que l’adhésion à l’Union de la plupart des pays d’Europe centrale, ainsi que de Malte et de Chypre, représente non seulement un «grand élargissement», mais aussi une étape historique pour l’ensemble de l’Union. L’incidence a été forte, particulièrement sur le paysage économique des nouveaux États membres.

L’élargissement a considérablement accru le niveau de vie des pays d’Europe centrale. Globalement, ces huit pays, à savoir la République tchèque, l’Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie, ont enregistré une augmentation remarquable de leur PIB par habitant en parité de pouvoir d’achat (PPP), dépassant le niveau qu’ils auraient pu atteindre s’ils n’avaient pas rejoint l’Union. Les statistiques font toujours référence à des moyennes lorsqu’il est question d’évaluer les avantages tangibles induits par l’intégration. Il convient de remarquer que, même si les bénéfices n’ont pas été répartis de manière égale entre les États membres, certains ayant connu des améliorations plus importantes que d’autres, tous ont réalisé des avancées significatives. Par exemple, la Lituanie et la Pologne composaient le peloton de tête, ce sont elles qui ont récolté les plus grands avantages de leur adhésion à l’Union, alors que l’Estonie et la Slovénie ont fait moins de progrès, car elles ont rencontré des obstacles, surtout en raison des conséquences de la crise financière de 2008.

Pour la Pologne et ses voisins d’Europe centrale, l’adhésion à l’Union a ouvert la voie à une nouvelle ère de prospérité économique. Ce pays se distingue tout particulièrement en tant que modèle de réussite du développement après l’adhésion: il a connu une croissance économique sans précédent, avec un PIB qui a doublé entre 2004 et 2022. De même, d’autres États membres de la région ont enregistré une croissance significative de leur PIB par habitant, quoiqu’avec des taux variables. La Slovaquie et la Lituanie ont par exemple accompli des progrès louables, réduisant encore l’écart de développement avec l’Europe occidentale. Les données statistiques de cette période dressent un portrait de résilience et de dynamisme, ces pays ayant tiré parti de leur adhésion à l’Union pour stimuler l’expansion économique et renforcer leur compétitivité mondiale. Cet accomplissement remarquable montre que l’intégration à l’Union peut transformer les économies de tous les nouveaux États membres. Cela s’est produit malgré les conséquences de la crise financière, durant laquelle les nouveaux États membres de l’UE ont atteint des taux de croissance plus élevés que prévu.

La période qui a suivi l’élargissement de l’UE de 2004 comportait de nombreux défis. Par exemple, la crise financière mondiale de 2008 a secoué l’ensemble de l’économie européenne, mettant à l’épreuve la résilience de tous les États membres, qu’ils soient bien établis ou nouvellement intégrés. Malgré les effets négatifs de la crise, les nouveaux membres de l’UE ont fait preuve d’une résilience exceptionnelle, dépassant les projections initiales de croissance. Leur capacité à faire face aux difficultés et à maintenir des

taux de croissance positifs a mis en évidence la solidité de leurs économies et les avantages de l'intégration européenne. Si la crise a généré des défis importants, elle a aussi permis à ces pays ayant récemment adhéré de tirer pleinement parti du lien étroit avec l'économie de l'Union et de tester leur attachement aux valeurs et à la solidarité européennes face à l'adversité.

Tout au long du processus de négociation, la société civile polonaise est devenue un acteur puissant du changement et du progrès. Les organisations de la société civile, les mouvements de terrain et les groupes de défense ont joué un rôle crucial en promouvant l'intégration européenne et en défendant les valeurs démocratiques en Pologne. Les efforts qu'ils ont déployés sans relâche pour sensibiliser, mobiliser du soutien et obliger les dirigeants à rendre des comptes ont contribué à façonner l'opinion publique et à susciter des changements positifs. En dialoguant activement avec les citoyens, en favorisant les discussions et en promouvant la transparence, la société civile polonaise a aidé à faire en sorte que le processus de négociation reste inclusif, démocratique et adapté aux besoins de la population. Sa contribution a non seulement facilité l'adhésion de la Pologne à l'Union, mais aussi renforcé les fondements de la démocratie et de la société civile dans le pays.

La décision de procéder à l'élargissement de l'Union en 2004 témoignait de son engagement envers l'unité, la diversité et la solidarité. En s'ouvrant à la plupart des pays d'Europe centrale, ainsi qu'à Malte et à Chypre, l'Union européenne a élargi son potentiel économique, sa richesse culturelle et son influence géopolitique. L'adhésion de ces pays lui a apporté de nouvelles perspectives, de nouveaux talents et de nouvelles opportunités, enrichissant ainsi sa mosaïque de diversité et renforçant sa présence mondiale. D'un point de vue géopolitique, l'élargissement a consolidé l'influence et la stabilité de l'Union en intégrant les pays d'Europe centrale et orientale dans son espace de coopération et de collaboration. D'un point de vue institutionnel, il a diversifié ses perspectives et amélioré son intégration, en jetant les bases d'une Union plus soudée et plus résiliente.

Réfléchir aux expériences de l'élargissement de 2004 de l'Union nous permet de tirer des enseignements précieux, surtout en ce qui concerne le processus de négociation et les préparatifs à l'adhésion. Si je devais m'engager dans une entreprise similaire aujourd'hui, je plaiderais pour que l'on mette davantage l'accent sur les conditions de préadhésion et les mécanismes de soutien dans toutes les négociations futures, surtout dans le domaine de la gouvernance et de l'état de droit. Il est essentiel de veiller à ce que les pays candidats répondent aux critères et normes nécessaires avant de rejoindre l'Union, de sorte à préserver son intégrité et ses valeurs. En outre, offrir un soutien et une aide adéquats aux pays candidats durant le processus de négociation est crucial pour garantir le succès de leur intégration et la stabilité à long terme au sein de l'Union.

C'est un engagement commun en faveur de la stabilité, de la démocratie et de la prospérité dans toute l'Europe qui se trouvait au cœur du processus de négociation en vue de l'élargissement de l'Union en 2004. Les négociations étaient guidées par la volonté de renforcer les liens de coopération et de solidarité entre les pays européens, car les candidats comme les membres existants reconnaissaient les avantages mutuels de l'élargissement. Si les négociations étaient complexes et difficiles, elles étaient finalement animées par la vision commune d'une Europe unie et prospère, où tous les pays pourraient s'épanouir ensemble au sein de l'Union européenne.

Alors que, en 2024, des pays candidats évoluent sur le chemin de l'adhésion, il convient de tenir compte de plusieurs éléments essentiels. Tout d'abord, pour garantir la réussite de l'intégration et la stabilité à long terme, il est essentiel de donner la priorité aux réformes qui s'alignent sur les normes et les valeurs de l'Union. Il s'agit notamment de renforcer les institutions démocratiques, de promouvoir l'état de droit et de protéger les libertés et droits fondamentaux. En outre, pour opérer une transition en douceur vers l'Union, il faut absolument travailler de façon proactive avec les membres existants afin d'assurer un climat de

confiance et de soutien. En faisant preuve d'un véritable engagement en faveur des valeurs et de la coopération européennes, les pays candidats peuvent ouvrir la voie à l'avenir meilleur qui sera le leur au sein de l'Union européenne.

Jaroslaw Pietras *est actuellement chercheur invité au Centre d'études européennes Wilfried Martens à Bruxelles, et professeur invité au Collège d'Europe de Bruges.*

Il était membre de l'équipe qui a négocié l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne dès 1998, lorsque les négociations ont débuté, et jusqu'en 2004, quand son pays est devenu membre. De 1990 à 2006, il a occupé dans sa Pologne natale les postes de secrétaire d'État au ministère des finances, de secrétaire d'État pour les affaires européennes et de chef du secrétariat du comité pour l'intégration européenne. De 2008 à 2020, il a exercé les fonctions de directeur général au Conseil de l'Union européenne, où il a été chargé d'un large éventail de domaines d'action (changement climatique, environnement, transports, télécommunications, énergie, éducation, culture, audiovisuel, jeunesse et sport). Titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Varsovie, il est l'auteur de plusieurs publications sur l'Union européenne, le développement durable et les questions commerciales. M. Pietras a en outre été boursier de la Fondation Fulbright et membre du conseil d'administration du groupe de réflexion Bruegel, de 2008 à 2011.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanas (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

05/2024